

Pour une vraie banque centrale européenne

Jean-Marie Harribey

lemonde.fr, 6 décembre 2011

http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2011/12/06/pour-une-vraie-banque-centrale-europeenne_1613648_3232.html

La Banque centrale européenne (BCE) n'est pas une vraie banque centrale. Et cette situation n'est pas étrangère à la difficulté d'ouvrir une piste permettant d'entrevoir une sortie de crise de la zone euro. Dès lors, cette zone qui devait être un havre de paix et de stabilité est une pétaudière, et l'Union européenne et l'euro qui devaient être des remparts contre toute turbulence économique sont des bombes à retardement qui aujourd'hui explosent. Il convient donc de se débarrasser au plus vite du carcan qui enserme les peuples européens et de concevoir une vraie banque centrale.

Pourquoi la BCE n'est-elle pas une vraie banque centrale ? Parce qu'elle n'est pas le prêteur en dernier ressort qui est la raison d'être d'une banque centrale. Statutairement, il lui est interdit d'acheter directement des bons d'État (article 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne). Certes, elle assure ce rôle de prêteur en dernier ressort vis-à-vis du système bancaire ordinaire puisqu'elle accomplit sa tâche de refinancement des banques. Mais, même sur ce dernier point, elle n'est pas à la hauteur de la responsabilité qui lui incombe. Depuis sa création, et particulièrement pendant le mandat de huit ans de Jean-Claude Trichet à la tête de cette institution, la BCE n'a cessé de répéter qu'elle ne tolérerait jamais une inflation des prix des biens et services de plus de 2 % par an dans la zone euro, et, pour accompagner la croissance économique de la zone avant la crise de 2007, elle acceptait une hausse supplémentaire de la masse monétaire de 2 à 2,5 %. Au total, la masse monétaire ne devait pas progresser de plus de 4,5 % par an. Or, selon les statistiques de la BCE elle-même, à la veille de l'éclatement de la crise, le rythme annuel de progression de la masse monétaire (mesurée au sens large par l'agrégat M3) dépassait 11 %.

Qu'est-ce à dire ? Monsieur Trichet élevait la voix dès que la moindre augmentation des salaires était envisagée ici ou là, ce qui signifie que la création monétaire était corsetée s'il s'agissait de dynamiser l'économie et qu'elle était totalement libérée à la demande des institutions financières – banques et fonds de placements – pour mettre à disposition de celles-ci des liquidités abondantes leur permettant de participer au gigantesque casino de la restructuration permanente du capital financier mondial. Voilà donc une banque centrale qui ne fut jamais au service de la collectivité mais qui, en revanche, sut être une banque centrale privée n'ayant pas le moindre souci de voir l'inflation galoper sur les actifs financiers. Tout allait bien puisque la « valeur pour les actionnaires » était garantie.

Ainsi, la BCE a failli à la mission d'une banque centrale et cela à trois niveaux : elle n'est pas prêteur en dernier ressort à l'égard des dépenses publiques ; elle finance essentiellement des activités purement financières ; elle ravale la monnaie à un pur instrument d'accumulation et d'enrichissement privé, lui ôtant ainsi sa face de bien public. Et ce dernier aspect n'est pas, et de loin, le moindre. En effet, d'une part, la monnaie est une institution sociale doublement validée par la puissance publique et par le travail productif qui lui donne sa valeur, sans laquelle les échanges privés ne pourraient avoir lieu, et, d'autre part, c'est par l'intermédiaire de la monnaie que peut être socialisée une part de la richesse produite sous forme de services non marchands comme l'éducation et la santé ou sous forme de prestations sociales. C'est en faisant en sorte que toutes ces conditions soient remplies qu'une banque centrale mérite son nom. La BCE ne le mérite pas.

Les dispositions arrêtées face à la crise lors du sommet européen du 27 octobre dernier permettent-elles d'améliorer les choses ? Malheureusement non, et pour plusieurs raisons. La BCE voit son statut inchangé. Tout au plus, on semble considérer que les 187 milliards de titres publics qu'elle a rachetés depuis plus d'un an étaient nécessaires pour parer au plus pressé. Mais dorénavant, le Fonds européen de stabilisation financière (FESF) sera chargé de lever des fonds sur les marchés financiers pour ensuite les reprêter aux États en difficulté. Comme le FESF dispose encore de 250 milliards d'euros sur les 440 qui lui avaient été potentiellement alloués lors de sa création en 2010, et qu'il pourra garantir jusqu'à hauteur de 25 % les emprunts d'État, il est admis que sa puissance sera multipliée par un levier de 4 pour atteindre 1000 milliards. Et c'est là que le bât blesse. On accroît la capacité de ce Fonds pour mieux éviter de revoir toute la politique de la BCE. Les États continueront d'emprunter sur les marchés, le FESF empruntera sur les marchés et rien ne sera fait pour diminuer la pression que ceux-ci exercent sur les politiques publiques dont ils réclameront encore et toujours la régression. À aucun moment les obligations d'État ne pourront être achetées en première main par la BCE, ni même par le FESF. De plus, les mécanismes financiers qui ont conduit à la crise sont avalisés : titrisation, CDS et effet de levier continueront à être utilisés ; par exemple, les banques contourneront le ratio de fonds propres qui leur est imposé en pondérant comme elles veulent les actifs qu'elles possèdent. Et, comme on ne change pas une équipe qui perd, on recycle à la tête de la BCE et des gouvernements grec et italien trois anciens grands banquiers. De quoi, il est vrai, rassurer les marchés financiers, puisque tel est devenu l'impératif catégorique de ce début de XXI^e siècle, que n'auraient pas désavoué Friedman et Hayek.

Comment redessiner le paysage monétaire de la zone euro ? Rien ne sera possible sans remettre à plat le statut de la BCE pour la transformer en véritable banque centrale remplissant toutes les charges énumérées ci-dessus, à commencer par le rétablissement de la possibilité de prêter en première main aux États, qui ne fut supprimée que pour assurer le développement d'un gigantesque marché des obligations publiques. Il ne s'agirait donc plus de rassurer les marchés mais de tarir cette source. En complément, l'annulation de la part illégitime des dettes publiques accumulées depuis trois décennies à cause de la défiscalisation des couches sociales riches et des grandes entreprises, est aujourd'hui envisageable sans dommage pour l'avenir lorsque sera tombé l'argument selon lequel les États ne trouveraient plus prêteurs s'ils se défaussaient aujourd'hui : une réforme fiscale radicale devrait réduire considérablement les besoins d'emprunt. La garantie que la banque centrale serait un véritable prêteur en dernier ressort tuerait dans l'œuf toute montée des taux d'intérêt sur les marchés, qui pourraient devenir négatifs en termes réels et ainsi éteindre à moyen terme le restant de la dette non annulée. L'ensemble devient cohérent si, au contrôle public de la banque centrale, s'ajoute la socialisation de l'ensemble du secteur bancaire. Il en va d'une réelle transformation de la société dans une direction sociale et écologique.

En effet, la légitimité de la création monétaire doit être reconstruite tant vis-à-vis des idéologues néolibéraux qui la considèrent comme automatiquement inflationniste de façon à dissimuler l'orientation spéculative qu'ils lui ont donnée, que vis-à-vis de certains milieux ou réseaux alternatifs qui, ne comprenant pas les enjeux du crédit contrôlé par la collectivité, tiennent trop souvent en suspicion celui-ci. Or s'il y a quelque chose que les sciences sociales ont validé depuis longtemps, c'est, d'une part, que la création monétaire est indispensable au développement économique (Marx, Luxemburg, Keynes, Kalecki et Schumpeter l'ont démontré, c'est-à-dire tous les économistes hétérodoxes), et, d'autre part, que la monnaie est « un fait social total » (Mauss) qui interdit, sous peine de destruction du lien social, de l'abandonner entre des mains privées. Aux antipodes de la conception des dits monétaristes, pour qui la monnaie est « neutre » au regard de l'économie et qui ont tout fait pour dépolitiser

la politique monétaire. Ils ne s'y trompaient pas : derrière la monnaie, il y a un enjeu de société, sortir ou non de la logique du profit financier.